

Pourquoi la transition énergétique pourrait être une arme face à Poutine et Trump

Marqué par la menace russe et la défection de l'allié américain, le nouveau contexte international place l'Europe dans une situation complexe, sinon difficile. Mais, pour y faire face, le Vieux Continent peut faire usage d'une arme décisive : la transition énergétique.

Ouest-France

Maxime MAINGUET.

Publié le 16/03/2025 à 06h30

Pour affronter les **outrances de l'Amérique de Trump** et la menace incarnée par Moscou, l'Europe aura évidemment besoin de **fortifier son appareil militaire** et de consolider ses positions diplomatiques. Mais, dans ce contexte troublé, elle pourrait aussi brandir une tout autre arme : **la transition énergétique**. Certes, les effets géopolitiques de cette dernière sont moins visibles qu'une armée sur le pied de guerre. Mais elle constitue bien « **un facteur stratégique important** », rappelle Thibault Fouillet, le directeur scientifique de l'Institut d'études de stratégie et de défense.

Une double dépendance

L'Europe de ce début du XXI^e siècle est effectivement sous l'emprise de deux dépendances, qui apparaissent comme autant de handicaps. « **Moins vous avez de dépendance, plus vous êtes souverain et plus vous pouvez vous affirmer devant quelqu'un** », rappelle Thibault Fouillet.

La première de ces dépendances est celle que l'Europe, comme une bonne partie du monde, cultive avec les énergies fossiles. En 2022, date des dernières données consolidées disponibles, 68,8 % de l'énergie consommée en Europe provenait des hydrocarbures ou du charbon.

Or l'Europe n'extrait que très peu de ces énergies fossiles sur son territoire. En 2022, 64 % de l'énergie fossile consommée en Europe était importée, un chiffre tiré à la hausse par les importations d'essence ou de gaz.

Des fournisseurs souvent hostiles à l'Europe

Pour faire tourner son économie et satisfaire les besoins de ses citoyens, l'Europe est donc fortement dépendante d'autres puissances. Et pas de n'importe quelles puissances. « **Pour le dire directement, on a le choix entre le gaz russe et le pétrole américain, et nous ne voulons ni l'un ni l'autre** », résume **François Gemenne**, le président du Conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme. En 2022, les deux pays arrivaient effectivement en tête des fournisseurs d'énergie fossile de l'Europe, suivis notamment par le Qatar, l'Algérie ou l'Irak. Soit presque autant de rivaux sérieux de l'Union européenne.

Les énergies renouvelables peuvent-elles devenir une alternative viable aux énergies fossiles en France ?

La transition énergétique présente donc deux grands avantages stratégiques, résumés par Stéphane Audrand, consultant en risques internationaux : « **Nous libérer de la main de régimes qui nous pourrissent la vie, comme celui de Vladimir Poutine ou certaines monarchies du Golfe, tout en évitant de nous prendre le mur climatique.** »

Armes défensives, la transition énergétique et les considérations environnementales peuvent aussi avoir un rôle plus offensif. « **L'Europe doit réaliser que, même si elle est faible diplomatiquement et militairement, elle est très forte commercialement. Donc elle peut exporter toute une**

série de normes sociales et environnementales par des accords commerciaux », explique François Gemenne. De quoi mettre une épine dans le pied de ses rivaux pétroliers ou gaziers, tout en contribuant activement à la préservation de la planète.

Des changements de politique énergétique déjà réussis

Modifier sa politique énergétique pour gagner en autonomie et en influence apparaît d'autant plus pertinent que l'expérience a déjà été menée par le passé, avec un certain succès.

« Dans les années 1970 et 1980, on a fait quelque chose de bien en France : une analyse bénéfice/risque de notre dépendance au pétrole, se souvient Stéphane Audrand. Après les chocs pétroliers on s'était dit : “On est dans la main des pays pétroliers qui, du jour au lendemain, peuvent nous mettre à genoux”. Et on avait pris des mesures radicales : lancer le nucléaire civil, surtaxer l'essence pour forcer les Français à limiter leur consommation et diversifier nos approvisionnements ».

Plus récemment, certains pays de l'Est ont aussi changé leur politique énergétique pour répondre à des tensions internationales. « Des États en ont fait une priorité après 2014 [date de l'annexion de la Crimée et du déclenchement du conflit dans le Donbass, N.D.L.R.], notamment les États baltes, qui se sont finalement totalement déconnectés du réseau électrique russe il y a quelques semaines », rappelle Thibault Fouillet.



Yoko Alender, le ministre estonien du climat, Andrzej Duda, le président polonais, Gitanas Nausėda, le président polonais, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne et Edgars Rinkevics, le président letton, lors du Baltic Energetic Independence Day, le 9 février 2025. | PETRAS MALUKAS / AFP

D'une dépendance à l'autre ?

« La souveraineté totale est impossible », rappelle toutefois Thibault Fouillet. Et les outils nécessaires à la transition énergétique le prouvent. Si cette dernière permet de se dégager de l'influence

des producteurs d'hydrocarbures, les éoliennes, panneaux solaires ou centrales nucléaires qui permettent de produire de l'énergie décarbonée nécessitent des matériaux qui doivent aussi être puisés hors des frontières européennes, notamment en Chine, en Afrique ou en Australie.

« Certaines dépendances sont plus faciles à assumer que d'autres, note toutefois Stéphane Audrand. Pour le gaz et le pétrole, on a des stocks que pour quelques semaines. Mais, pour l'uranium, on a deux à trois ans de consommation en stock. Et le panneau solaire construit avec des matériaux chinois, une fois qu'il est posé, il est là pour vingt-cinq ans ! »

Surtout, ce recours trop important à l'industrie chinoise et à ses métaux n'est pas une fatalité. « Il y a du lithium en France, et on a du sable de très bonne qualité en Europe pour faire du silicium, explique le consultant. Pour les centrales nucléaires, on a des mines d'uranium qu'on peut rouvrir. Et il ne faut pas fantasmer la dépendance aux terres rares : dans l'énergie solaire, qui est un important facteur de décarbonation, le recours aux terres rares, c'est l'épaisseur du trait. »

Certaines de ces solutions, comme la réouverture de mines d'uranium ou le lancement d'une filière de lithium, peuvent apparaître problématiques sur le plan environnemental, du fait des atteintes à la biodiversité et de la pollution liées aux sites d'extraction. « **Mais il faut accepter que la transition écologique passera par le retour d'usines polluantes en France** », estime Stéphane Audrand. « **On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs**, abonde François Gemenne. **Si on cherche la solution absolument parfaite, sans empreinte environnementale, on restera dans nos dépendances actuelles.** »

Certaines voix associatives ou politiques évoquent d'autres moyens de se passer de matériaux puisés dans des mines, comme le recyclage des matériaux critiques déjà extraits ou des efforts de sobriété, une composante importante de la transition énergétique. Mais, quoi qu'il en soit, tous s'accordent pour dire que la dépendance européenne aux hydrocarbures russes ou américaines doit être dépassée.